

Onde de choc au Burundi : Pierre Nkurunziza nommément accusé de corruption

RFI, 18-10-2014 Burundi : le président accusé de corruption, la population s'interroge. Au Burundi, le président de l'Observatoire de lutte contre la corruption et les malversations économiques (Olucome) a dénoncé, mardi 14 octobre, la corruption qui entoure l'octroi, sans appel d'offres, d'une licence d'exploitation du nickel à une société d'origine africaine. En échange de cette licence, la société aurait fait don à la fondation de la première dame d'un véhicule de valeur de 800 000 dollars et aurait versé de l'argent sur le compte « Appui aux bonnes initiatives », laissé à la disposition du président burundais. Malgré l'onde de choc causée par ces accusations directes à l'encontre du chef de l'État, la présidence a répondu par le silence. Et les gens se posent des questions.

Dans la rue, c'est le premier sujet de conversation. Les discussions se font sur le mode du chuchotement, car la personne du chef de l'État est quasi-sacrée au Burundi. Mais au sein de la société civile burundaise, on s'attarde sur le silence de la présidence et on demande des comptes. « L'Olucome a fait des accusations extrêmement graves, des accusations de corruption qui toucheraient le chef de l'État lui-même et sa famille, y compris la fondation de la première dame », indique Pacifique Nininahazwe, défenseur des droits humains. « Nous sommes surpris que trois jours après ces révélations, il n'y ait aucune réaction de la présidence de la République, aucune lumière n'est donnée. Burundais. C'est tout à fait anormal », s'insurge-t-il en rappelant les ravages que peut causer un silence mal interprété. « Parfois on dit : "qui ne dit mot consent" ». La lutte contre la corruption, un objectif jeté aux oubliettes. Mame son de cloche du côté de l'opposition burundaise, qui demande elle aussi au président Pierre Nkurunziza de sortir de son silence. « Le président de la République doit fournir des explications au peuple burundais le plus rapidement possible, parce qu'aujourd'hui il est le chef de l'État et sur une question qui engage le chef de l'État directement, on ne peut pas attendre. C'est un cas extrêmement grave, qui peut friser même une haute trahison », dénonce Lânce Ngendakumana, le président de l'Alliance démocratique pour le changement (ADC-Ikibiri), la principale coalition de l'opposition au Burundi. La société civile et l'opposition burundaises rappellent que le président Pierre Nkurunziza a fait de la tolérance zéro en matière de lutte contre la corruption l'un de ses principaux objectifs en 2010, au début de son deuxième mandat. Mais tout cela a déjà été jeté aux oubliettes, assurent-elles.